

Discours de Christian Picquet au meeting de lancement de la campagne régionale le 10 janvier 2010 à Paris.

Chers Amis, Chers Camarades,

Nous voici de nouveau en campagne.

Elle sera, j'en suis sûr, aussi exaltante que la dernière, celle des européennes.

Celles et ceux qui l'ont menée avec nous, avec le Parti communiste, avec le Parti de gauche, avec la Gauche unitaire, celles et ceux qui nous ont vus, avec mes amis Marie-George Buffet et Jean-Luc Mélenchon, battre les estrades depuis ce meeting inoubliable du Zénith, le 8 mars 2009, le savent : le Front de gauche a rouvert le chemin de l'espoir à gauche.

Aujourd'hui, cet espoir s'est élargi. La gauche de gauche est en train de se rassembler. C'est, je vous l'avoue, un authentique plaisir pour moi que de retrouver à nos côtés nos camarades des Alternatifs, de la Fédération, de République et socialisme, d'Alternative citoyenne, du PCOF, du M'pep

Hélas, le NPA manque toujours au rendez-vous. Nous éprouvons tous et toutes le regret de le voir ainsi s'enfermer dans l'impasse du cavalier seul, sans possibilité de faire jamais bouger les choses à gauche. Mais c'est aussi avec un grand plaisir que nous voyons certains de ses militants nous rejoindre à leur tour dans une bataille dont l'enjeu n'est rien moins que le devenir de la gauche dans ce pays.

Précisément, certains nous disent, la bouche en cœur, que nous ajouterions notre pierre à l'éparpillement de la gauche.

Mais non, pas du tout !

Battre la droite, sur le fond et dans la durée

Car, voyez-vous, nous avons une particularité : non seulement, nous nous rassemblons, mais nous n'avons pas, à la différence par exemple des dirigeants du Parti socialiste ou d'Europe écologie, pour unique ambition de savoir qui sera devant l'autre... alors qu'à peu de choses près ils défendent le même programme.

Nous, nous voulons d'abord et avant tout, battre la droite ! La battre sur le fond et dans la durée !

Et de ce point de vue, vous l'avez remarqué, il y a urgence !

Cette droite au pouvoir avec M. Sarkozy veut détruire tout ce que le mouvement populaire a arraché depuis un siècle et plus.

Rien que pour cette année, elle veut finir de dépecer le droit à la retraite.

Avec la fameuse « révision générale des politiques publiques », elle entreprend de casser définitivement le service public.

En s'en prenant à des services publics comme celui de la santé, c'est aussi à des droits fondamentaux de la population qu'elle s'attaque, à commencer par le droit des femmes à l'IVG.

En annonçant une gigantesque contre-réforme des collectivités territoriales, elle veut liquider tous les espaces de souveraineté populaire qui subsistent dans ce pays, jusqu'à la démocratie communale, héritage de la Grande Révolution française.

Cette offensive va de pair avec l'étouffement sournois de nos libertés fondamentales, avec la mainmise sans cesse plus pesante de notre petit monarque et de ses amis financiers sur les médias.

Sans même parler de cette sinistre opération sur l'identité nationale, aux relents pétainistes, qui vise à stigmatiser un pan entier de notre société, au moment même où la lutte des travailleurs sans papiers prouve à quel point nos frères et nos sœurs immigrés contribuent à la richesse de ce pays.

Sans parler non plus de ces aventures guerrières où nous plonge la réintégration de la France dans le commandement de l'Otan : en Afghanistan, avec la dynamique dangereuse où nous entraîne la confrontation avec le régime iranien, ou encore à travers le soutien sans failles de nos dirigeants aux entreprises d'annexion auxquelles se livre le gouvernement israélien contre le peuple palestinien.

Cette droite n'est pourtant portée par aucun soutien populaire.

Bien au contraire, la colère ne cesse de s'exprimer dans le pays. On l'a vu, le mois dernier, avec la longue grève des conducteurs du RER. On le voit, en ce moment même, avec le mouvement des cheminots de la région Provence-Côte d'Azur. On l'a vu avec la grève de la faim des syndicalistes d'EDF, et je veux ici saluer le courage de mon ami Yann Cochin. On le voit chaque jour à travers les luttes de salariés d'entreprises en butte aux plans de licenciements : nous serons d'ailleurs, cette semaine, aux côtés des Conti face au tribunal où ils sont convoqués. Et on le verra dans la grande journée des services publics, le 21 janvier.

Mais voilà : toutes ces colères sont orphelines d'une gauche à la hauteur. Pour battre la droite, il faut une gauche fière de ses valeurs et dont chacun sait qu'elle tiendra ses engagements, contrairement au passé. Une gauche qui marie l'urgence sociale avec l'urgence écologique.

Pas une gauche qui accompagne la mise en pièces de nos retraites, mais une gauche qui tient bon sur la retraite par répartition comme sur le droit au départ à 60 ans, et qui se bat pour la redistribution des richesses afin de financer cette exigence.

Pas une gauche qui accepte une « taxe carbone » qui, loin de contribuer à la diminution des émissions de gaz à effet de serre, ne fait que renforcer l'injustice fiscale au détriment des plus faibles, mais une gauche qui agit par exemple pour taxer les grands groupes pollueurs comme Total ou les industriels du bâtiment comme Bouygues.

Pas une gauche qui cherche son salut du côté de François Bayrou, acceptant ainsi d'avance de gouverner sur un programme de droite dans le futur, mais une gauche qui place la satisfaction des besoins sociaux au cœur de ses priorités. Qui entend prendre l'argent où il est, du côté des fabuleux profits de ceux qui ont provoqué la crise et s'y sont un peu plus enrichis. Pour qui la démocratie est synonyme de souveraineté du peuple dans tous les domaines, à la cité comme à l'entreprise. Qui s'inscrit dans le grand combat pour une autre mondialisation, cette mondialisation au service des peuples dont le contre-sommet de Copenhague a démontré qu'elle n'avait rien perdu de son actualité.

Au fond, l'enjeu de la bataille que nous lançons aujourd'hui est simple.

Pour une gauche de gauche majoritaire

Si la gauche continue à aller de renoncements en alliances contre-nature, elle risque de suivre le même chemin que la gauche italienne : celui de la dislocation, de la disparition pure et simple, de défaites majeures dont la grande bénéficiaire sera une droite qui n'aura plus alors de véritable opposition face à elle.

C'est si vrai que les amis du président anticipent déjà cette possible déroute. Et qu'ils se croient autorisés à faire étalage de leur cynisme, à la manière de M. Alain Minc qui vient de nous expliquer que « nous avons eu une année très agréable en termes de pouvoir d'achat. »

Nous, au contraire, nous voulons sauver la gauche. Rassembler, dans le Front de gauche et au-delà, toutes celles et tous ceux qui veulent que ce soit une politique bien à gauche - une politique de rupture avec le capitalisme, le libéralisme et les logiques productivistes - qui devienne majoritaire dans notre camp.

C'est la raison pour laquelle, nous voulons très concrètement faire des régions des points de résistance aux attaques que nous subissons quotidiennement, des leviers pour la contre-offensive du monde du travail, des instruments de la mise en œuvre d'une nouvelle politique audacieuse de rupture avec les règles du système. En matière d'emploi, de services publics, de modèle de développement, de démocratie...

Pour le dire autrement, nous n'entrons pas dans la compétition électorale pour simplement témoigner. Nous voulons que nos propositions deviennent majoritaires et que nous puissions appliquer, dans les conseils régionaux, des points essentiels du programme que nous allons proposer aux électeurs et aux électrices.

C'est dans cet esprit que je conduirai, avec mes amis communistes, avec mes camarades du Parti de gauche, avec mes vieux compagnons des Alternatifs, avec des amis qui me sont chers et qui viennent du NPA, notre liste en Midi-Pyrénées.

Amis et Camarades,

Au service de tous ces objectifs, c'est une campagne militante que nous allons mener.

Vous le savez, nous n'aurons de « coups de main » discrets à attendre de personne du côté de ceux qui font l'actualité médiatique. À l'exception, évidemment, du seul quotidien qui relaie fidèlement nos efforts pour réunir toute la gauche de combat, je veux parler de l'Humanité. Et je profite de l'occasion pour saluer la présence à cette tribune de son directeur, mon ami Patrick Le Hyaric, notre député européen du Front de gauche en Île-de-France.

C'est sur nos seules forces que nous allons donc devoir compter.

Sur nos seules forces et... sur nos capacités à nous tourner vers tous ceux et toutes celles qui, à gauche, partagent nos inquiétudes et nos aspirations. Ces militants et électeurs socialistes ou écologistes qui ne se sentent aucune affinité avec le Modem et veulent, comme nous, que la gauche redevienne la gauche. Ces militants et électeurs du NPA qui savent bien, au fond d'eux-mêmes, que l'anticapitalisme n'aura de force que dans l'union de tous ceux qui partagent la même volonté de changer l'ordre des choses. Ces acteurs du mouvement social qui ressentent à quel point il manque à leurs engagements de terrain une perspective politique, porteuse de l'espoir du changement. Tous ces électeurs qui se désespèrent au point de ne plus même aller voter.

À tous ceux-là, il nous appartient de dire maintenant : « Vous avez vos convictions et vos engagements. Nous ne vous demandons aucunement de les renier. Mais le 14 mars, vous avez le moyen de vous faire entendre, de voter pour vous en quelque sorte : c'est le bulletin des listes « Ensemble pour des régions à gauche ».

Amis et Camarades,

Nous sommes la gauche. Nous sommes la gauche qui a l'émancipation humaine au cœur. Cette gauche, au nom de laquelle le grand artiste surréaliste et communiste René Magritte disait : « L'homme doit avoir 24 heures de liberté tous les jours. » Cette gauche, nous sommes en train de la faire renaître ! Ensemble...